



Déclaration conjointe à l'occasion de la 111^{ème} Journée mondiale du Migrant et du Réfugié, dans le cadre du Jubilé des Migrants et du Monde missionnaire, 4-5 octobre 2025

Les personnes migrantes et réfugiées, missionnaires de paix, bâtisseuses de ponts et porteuses d'espoir

En cette année jubilaire, alors que nous célébrons la 111^{ème} Journée mondiale du migrant et du réfugié, nous rappelons avec force les mots du Pape Léon XIV dans son [Message](#) : les personnes migrantes et réfugiées sont des missionnaires d'espoir et de paix, appelées à construire des ponts et à renouveler nos communautés grâce à leur courage et à leur foi.

Les **expériences concrètes** des organisations Caritas, des communautés de foi et des réseaux pour la mobilité humaine et contre la traite de personnes dans le monde entier le démontrent concrètement.

En **AFRIQUE**, des Caritas, des associations créées par les personnes migrantes et réfugiées, ainsi que des communautés de foi, renforcent la résilience et l'espoir des migrants et des personnes retournées grâce à un **soutien pastoral, social et économique holistique**. Elles s'efforcent de **transformer les défis liés à la migration en opportunités pour une nouvelle vie**. Caritas Ouganda est active dans les camps de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur du pays, où elle met en place des programmes éducatifs et distribue des parcelles de terre aux réfugiés afin de leur permettre de **retrouver leur indépendance et de prendre un nouveau départ en vivant de leur travail**. Au Niger et à Gao, au Mali, les Caritas fournissent une aide d'urgence et un soutien pastoral aux personnes en mobilité bloquées dans le désert, tout en les aidant à subvenir à leurs besoins grâce à des moyens de subsistance durables. En Éthiopie, les Centres d'information sur la migration sûre encouragent les choix éclairés et offrent une protection aux personnes en situation administrative irrégulière et aux personnes qui pourraient être victimes de traite. En Gambie, les **migrants de retour**, souvent marqués par des traumatismes, **deviennent des animateurs pastoraux**, contribuant à la croissance spirituelle et sociale de leurs communautés. Ils reçoivent une formation professionnelle et des soins psychosociaux, ce qui leur permet de reconstruire leur vie et de contribuer à leurs communautés. Plusieurs entités basées le long du parcours migratoire en Afrique de l'Ouest, Afrique du Nord et Europe, se mobilisent au sein du [RAEMH \(Réseau Afrique Europe pour la Mobilité Humaine\)](#) pour répondre de manière coordonnée au défis de la constitution de l'état civil des personnes en mobilité, celles dont la naissance n'a jamais été déclarée dans le pays d'origine ou de transit et qui, en grandissant ont besoin de régulariser leur situation pour pouvoir jouir pleinement de leurs droits. Ces initiatives **défendent la dignité humaine, redonnent espoir et créent des alternatives aux voyages périlleux**.

Dans les **AMÉRIQUES**, les personnes migrantes apportent une contribution significative à divers secteurs économiques et sociaux. Certaines ont créé leur propre entreprise en s'appuyant sur leur culture et leurs compétences, créant ainsi des emplois non seulement pour eux-mêmes, mais aussi pour la population locale. Beaucoup sont employées dans les secteurs de la construction, du commerce, de l'agriculture, de la santé et des soins personnels, ce qui **influe également sur la croissance économique des pays d'accueil et, grâce à leurs envois de fonds, sur celle des pays d'origine**. En Équateur et en République dominicaine, il existe des centaines de **groupes d'auto-épargne** dans lesquels les migrants, accompagnés par les sœurs scalabrinienes, mettent en commun leur capital pour financer leurs propres initiatives et expériences d'économie solidaire. En Colombie, les Sœurs de Saint-Jean l'Évangéliste soutiennent un **fonds renouvelable** qui permet aux

personnes migrantes, en particulier aux femmes et aux jeunes, de créer des entreprises socio-productives afin d'améliorer leur qualité de vie grâce à un travail digne. Les migrants et les réfugiés créent souvent des **réseaux et des associations** et collaborent avec les organisations Caritas pour soutenir les nouveaux arrivants, partager des informations, fournir une assistance et renforcer leur sentiment d'appartenance, **devenant eux-mêmes des centres d'action politique**. Certains sont **élus à des fonctions publiques** et des représentants des communautés migrante et réfugiée **participent à des processus internationaux** sur la migration et le développement. Ils **contribuent à façonner les politiques nationales et mondiales** grâce à leur expérience directe et à travers la [RED CLAMOR](#), le Réseau latino-américain pour la mobilité humaine, qui rassemble plus de 450 organisations à travers l'Amérique latine et les Caraïbes. Ces organisations fournissent des abris, une protection, des services de base, une éducation et une formation de qualité, et font du plaidoyer pour la protection des droits humains des personnes en déplacement et des victimes de la traite des êtres humains.

En **ASIE**, le **soutien cordonné des Caritas de la région** (le CAMBIT - Caritas Asie, Myanmar, Bangladesh, Inde, Thaïlande) **aux victimes des conflits** est déterminant, comme dans le cas des personnes déplacées à l'intérieur du pays et à l'étranger en raison de la situation politique difficile au Myanmar. Ainsi, Caritas Bangladesh mène des **activités d'assistance, de formation et de prévention** dans le camp de réfugiés de Cox's Bazar, qui accueille un million de **Rohingyas**, qui constituent aujourd'hui l'une des plus grandes populations apatrides au monde. Le Pakistan et la Thaïlande coopèrent pour **répondre à la détresse des Pakistanais qui fuient les persécutions religieuses** dans leur pays. Les Caritas d'Asie, à travers leur mobilisation au sein du réseau [COATNET](#) (Christian Organisations Against Trafficking Network) s'engagent à **promouvoir la dignité humaine des victimes et des survivants de la traite**, en particulier des mineurs, et à lutter contre l'exploitation sexuelle et du travail des migrants.

En **EUROPE**, les **expériences d'hospitalité et d'accueil communautaire** se sont multipliées. En Italie, les couloirs humanitaires et l'initiative "Un réfugié chez moi" montrent comment les voies de migration sûres et **l'hospitalité paroissiale généralisée** créent des liens humains profonds et solides. En Espagne, Caritas porte une attention particulière aux **projets d'accueil communautaire**, qui représentent un pari transformateur pour la communauté et la société civile en général. En France, la solidarité est également visible dans les paroisses où il existe des initiatives locales d'hébergement solidaire et de parrainage. Des **liens forts d'amitié** unissent les bénévoles et les personnes étrangères, lesquelles participent activement aux projets de lutte contre la précarité. **Des personnes qui ont été victimes d'exploitation luttent contre la traite des êtres humains** à travers leur implication pour sensibiliser des publics à risque. Par leur témoignage, elles défendent la **dignité humaine**.

Au **MOYEN ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD**, les personnes migrantes et réfugiées servent souvent de **passerelles** entre des communautés divisées, en donnant l'exemple de la coexistence et de **l'entraide** dans des quartiers marqués par la pauvreté et les tensions. Elles sont des **artisans de la paix**. En Irak, Caritas soutient des centres de jeunes qui promeuvent la réconciliation et l'inclusion, animés par des migrants rapatriés qui deviennent des agents de paix. Beaucoup de personnes migrantes sont devenues de véritables **"missionnaires de l'espoir"**, par exemple dans un pays comme le Liban, marqué par la crise, en particulier avec la guerre de Gaza, et où les non-Libanais sont laissés pour compte et sans abri. Dans plusieurs pays, comme la Somalie, Djibouti, ou le Maroc, ce sont les personnes migrantes, qui **composent l'essentiel des communautés catholiques**, qui **maintiennent la liturgie et la présence chrétienne vivantes**, même dans des contextes difficiles. Avec leur prière, dévotion et solidarité, à travers des gestes concrets de partage de nourriture, d'un abri, du soutien psychosocial et en plaidant pour la dignité et les droits avec leurs organisations communautaires et les communautés locales, elles **rappellent à l'Église son cœur universel et missionnaire**.

En **OCEANIE**, plusieurs îles disparaissent progressivement en raison du changement climatique et de l'élévation du niveau des mers, poussant la population à migrer vers d'autres îles ou vers l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Mais les habitants **n'ont pas renoncé à défendre leurs côtes**, ils travaillent à la reconstruction des terres et à la sensibilisation de la population. Les jeunes de Caritas des îles Kiribati plantent des mangroves pour protéger leur terre natale contre la montée du niveau de la mer, l'érosion côtière et les marées exceptionnelles, car ils sont profondément attachés à leur terre et

souhaitent y rester pour les générations futures. En plus de leurs contributions à la vie économique, ceux et celles qui quittent leurs îles **apportent des perspectives, des traditions et des pratiques culturelles diverses** qui enrichissent les terres qui les accueillent. A Tonga, ils s'engagent dans des activités communautaires, du bénévolat et des initiatives sociales qui profitent à la société dans son ensemble.

Ces **expériences concrètes** vécues localement ont en réalité une portée universelle. Malgré les différences de contextes et de cultures, des initiatives similaires naissent d'un bout à l'autre du monde, et se font écho. Partout nous retrouverons des personnes engagées qui mettent leur énergie au service de la construction d'une société plus juste et fraternelle.

Les défis

Cependant, nous vivons aujourd'hui dans un monde marqué par un nombre croissant de personnes contraintes de migrer et, parallèlement, par des sentiments et des réactions anti-migrants profonds.

Ainsi, malgré les bonnes pratiques, d'immenses défis subsistent.

- **Les politiques anti-immigration et la violence institutionnelle** ne cesse de s'abattre sur les personnes migrantes et réfugiées, notamment **dans les centres de détention, lors des déportations, des refoulements violents, des rapatriements forcés**. Bien trop souvent, le principe fondamental de non-refoulement est ignoré, exposant les demandeurs d'asile à de graves risques dans leurs pays d'origine ou de transit. **Migrants et ONG** qui portent secours en mer et sur les routes migratoires sont eux aussi de plus en plus **criminalisés**. **Les voyages de retour**, qu'il soient forcés ou choisis pour peur de la détention ou de rapatriements forcés, **peuvent être aussi dangereux que la migration initiale, mais se déroulent dans un environnement de plus en plus hostile**. Les refuges ont fermé leurs portes, les protections ont disparu et les passeurs et les trafiquants adaptent leurs modèles économiques. Les migrants sont de plus en plus invisibles, vulnérables et désespérés.
- **La traite des êtres humains** reste un risque majeur pour les personnes qui sont piégées par la prostitution forcée, ou le travail domestique, faute d'autres moyens de survie. Quand ces personnes échappent de leurs exploitants, elles peuvent tomber directement dans l'irrégularité. En outre, les politiques migratoires restrictives constituent en fin de compte une excellente opportunité pour les réseaux internationaux de traite des êtres humains, qui voient leurs profits augmenter considérablement, souvent en collusion avec les autorités publiques.
- **La réduction drastique de l'aide internationale** (coupes budgétaires à l'USAID ; réduction de l'aide internationale apportée par les pays européens) a eu un impact négatif considérable sur les conditions de vie des personnes en mobilité, ainsi que sur les acteurs humanitaires et les ONG qui leur fournissent une assistance. De plus, les gouvernements nationaux disposant de moins de ressources pour investir dans le développement, beaucoup plus de personnes seront confrontées au choix cruel de devoir quitter leur terre pour survivre.
- **Le manque de vision à long terme et d'initiatives concrètes tenant compte des causes profondes du départ** laissent de nombreuses personnes en mobilité dans le flou, sans perspectives. Les personnes de retour dans leur pays d'origine, ballottées d'un pays vers un autre, ont souvent de grandes difficultés à retrouver leur repères une fois rentrées chez elles. Les programmes d'accompagnement sont souvent circonscrits à la réinsertion économique, mais ils n'accordent pas d'importance au renouement du lien social, aux retrouvailles avec la famille, etc. De nombreux enfants nés dans les pays d'accueil ou de transit restent apatrides en raison des réglementations gouvernementales et du manque d'information des parents sur les procédures légales d'enregistrement de leurs enfants.
- **Une narration « anti-immigration »**, qui n'a pas su comprendre la dignité, la valeur et la contribution des personnes migrantes et réfugiées à la vie de nos sociétés, prend malheureusement le dessus dans de nombreux pays, y compris les soi-disant « démocraties occidentales ».

En cette année jubilaire de l'espérance, nous lançons un appel

Aux décideurs politiques des institutions nationales, régionales et internationales pour qu'ils :

1. **S'attaquent aux causes profondes des déplacements forcés**, en prévenant et en mettant fin aux conflits grâce à des solutions diplomatiques et à des processus de paix inclusifs, en aidant les pays à se développer et à réduire les inégalités économiques et sociales, en [transformant la dette des pays pauvres et vulnérables en espoir](#), et en prenant des mesures audacieuses pour relever les défis du changement climatique et de la dégradation de l'environnement.
2. **Ouvrent des voies sûres et régulières** pour la mobilité humaine, qui vont au-delà de celles limitées à la migration de main-d'œuvre, en renforçant et en élargissant les couloirs humanitaires, les visas de protection, les programmes de regroupement familial et les canaux de migration régulière des travailleurs migrants.
3. **Éliminent toutes formes de détention arbitraire**, en particulier des enfants, en faveur d'alternatives humaines telles que l'accueil communautaire, le mentorat familial et les solutions de résidence temporaire supervisée.
4. **Élaborer et renforcer les instruments juridiques et les politiques visant à prévenir la traite des êtres humains et à protéger les victimes et les survivants**, en identifiant les victimes de la traite à un stade précoce, en leur garantissant l'accès à une assistance juridique et à une aide juridictionnelle gratuite dès le début de la procédure, ainsi qu'un accès effectif à l'indemnisation, et la poursuite des trafiquants.
5. **Respectent le principe de non-refoulement** et mettent un terme aux déportations et retours forcés, en veillant à ce que chaque retour soit réellement volontaire, éclairé et effectué dans la dignité. Fournir une aide concrète à la réintégration dans les pays d'origine, en partenariat avec les acteurs locaux.
6. **Contribuent à un changement de narration** sur les personnes migrantes et celles qui leur portent secours afin de mettre fin à leur criminalisation.
7. **Incluent les personnes migrantes et réfugiées dans les politiques de reconstruction et de développement** en reconnaissant leur statut juridique, en promouvant les voies d'accès à la citoyenneté et en les intégrant dans les plans de résilience climatique, l'accès aux services et les stratégies de développement local.

Aux communautés locales et à la société civile pour qu'elles

1. Créent une hospitalité généralisée et communautaire en **promouvant des modèles d'hospitalité basés sur la proximité** : familles, paroisses et réseaux locaux et offrent des options de logement alternatives aux camps : loyers subventionnés, cohabitation et aide au revenu.
2. **Impliquent les personnes migrantes et réfugiés dans la vie sociale**, économique et culturelle des villes et des villages, et fassent **entendre la voix des communautés migrantes** en soutenant leurs organisations et en encourageant leur participation aux processus décisionnels locaux, aux forums civiques et aux plateformes de plaidoyer.
3. **Aient une approche spécifique à l'égard des femmes, des enfants –notamment non accompagnés - et des personnes en situation de handicap** afin de limiter les risques d'exploitation, de traite et d'exposition à la violence.
4. **Encouragent une culture de la rencontre et du respect mutuel** afin de lutter contre le racisme, la xénophobie et la stigmatisation par le biais de campagnes éducatives et culturelles, en facilitant

le dialogue interreligieux et interculturel, y compris dans les quartiers les plus fragiles, et en valorisant les histoires d'espoir et de résilience comme outils de sensibilisation.

Aux communautés ecclésiales - paroisses, diocèses, ordres religieux et congrégations, agents pastoraux, afin qu'elles

- 1. Soient une voix prophétique et publique pour les droits des personnes migrantes**, en dénonçant courageusement les injustices telles que la détention arbitraire, les refoulements et les discriminations.
- 2. Collaborent avec d'autres acteurs religieux pour construire des ponts de paix et de coexistence.**
- 3. Offrent des lieux d'accueil, de soins et d'accompagnement** spirituel en ouvrant les locaux de l'Eglise à l'hospitalité temporaire ou à l'intégration dans le logement, et en formant les agents pastoraux aux traumatismes, à la migration et à l'accompagnement interculturel.
- 4. Créent des chemins de guérison intérieure** pour les personnes migrantes et réfugiées qui ont vécu des traumatismes, en partageant leurs histoires et leurs témoignages et en échangeant des bonnes pratiques.
- 5. Soutiennent et renforcent les alliances internationales** et la collaboration sur le terrain entre Caritas, les réseaux pour les mobilités humaines et contre la traite des personnes (Caritas, COATNET, RED CLAMOR, RAEMH etc.), les congrégations religieuses et les associations et réseaux de communautés migrantes et réfugiées.

Marcher ensemble vers un avenir meilleur : de la peur à la fraternité

Dans ce parcours, la responsabilité ecclésiale est claire et inévitable. Nous sommes appelés non seulement à accueillir les personnes migrantes et réfugiées, mais aussi à marcher avec elles, les voyant comme des missionnaires de paix et des membres vivants de nos communautés. Le *Jubilé des migrants et du monde missionnaire* est un temps de conversion pastorale et sociale, une occasion de renouveler notre engagement en faveur d'une Église synodale qui marche avec les migrants, reconnaît leur dignité et soutient leur contribution unique à la construction d'un monde plus juste et plus fraternel. Il est important de mettre en lumière la contribution spécifique des jeunes migrants et réfugiés, porteurs de créativité et d'espoir, et de reconnaître le potentiel des personnes migrantes comme acteurs du dialogue interreligieux et interculturel, capables de bâtir des sociétés plus ouvertes et cohésives.